

groupements politiques voudraient voir possédées et régies par l'Etat." Il a ajouté: Que personne n'imagine que je préconise dans cette Chambre la confiscation des dépôts bancaires par l'Etat.

Cela précise bien l'attitude que le chef des créditistes prend sur cette mesure qui assure au Gouvernement le contrôle de toutes les ressources naturelles, de toutes les industries et de toutes les institutions financières du pays, ainsi que des actes de tous les citoyens canadiens.

Si nous examinons les paroles du chef de la fédération du commonwealth coopératif (M. Coldwell), nous voyons que son attitude n'est pas du tout la même. Le chef de la fédération du commonwealth coopératif dit: "Nous sommes en faveur de l'étatisation de l'industrie. Nous prêchons l'étatisation et la réglementation des institutions financières du pays. Nous voulons faire quelque chose au sujet des soldes bancaires. Il y a beaucoup d'autres choses que nous voulons accomplir." Bref, bien que le chef de la fédération du commonwealth coopératif n'ait rien dit touchant le socialisme d'Etat, ainsi qu'il vient de le faire observer, chacune de ses paroles de l'autre jour avait trait, d'une façon ou d'une autre, au socialisme d'Etat.

M. COLDWELL: L'honorable député ferait mieux de dire ce qu'il entend par socialisme d'Etat.

L'honorable M. GARDINER: Pour le définir, je ne saurais mieux faire que de me servir des mots de mon honorable ami lui-même. Quand il était chef du même groupe dans la province de la Saskatchewan, il avait rédigé un manifeste électoral, qui commençait par ces mots:

Socialisation des régimes bancaires, financiers et de crédit de la nation, de même que la possession, le développement, l'exploitation et le contrôle des utilités publiques et des ressources naturelles, conformément à la doctrine socialiste.

Dans ce même document, on posait la question suivante:

Ce parti politique est-il d'avis qu'un tel but, ainsi défini, nous confère le pouvoir d'appliquer la doctrine socialiste, si nous sommes élus?

On répond par ce seul mot: "Oui."

M. COLDWELL: Non pas le socialisme d'Etat.

L'hon. M. GARDINER: Peut-on s'exprimer plus clairement? En somme, le socialisme d'Etat signifie la possession par l'Etat de toutes les ressources, de toutes les institutions financières et industrielles de la nation. En d'autres termes, mon honorable ami est un tenant du socialisme d'Etat.

M. COLDWELL: Je le nie.

[L'hon. M. Gardiner.]

L'hon. M. GARDINER: Voici deux groupes siégeant du côté opposé de la Chambre; l'un dit qu'il n'est nullement en faveur de l'étatisation de nos industries, et l'autre soutient le contraire. Dans un pays démocratique, cela est parfaitement régulier; il n'est pas anormal de constater pareille divergence, dans un pays comme le nôtre. Nous ne tenons pas à entraver la discussion, loin de là; toutefois la population canadienne doit savoir à quoi s'en tenir lorsque nos honorables amis se déclarent en faveur de la nationalisation de ceci, de la socialisation de cela, de l'étatisation de ceci et du contrôle de cela. La population de l'Ouest n'entretient aucun doute à ce sujet. Ces discours tendent au socialisme d'Etat, et, comme on l'a déjà dit, c'est en s'inspirant de telles idées qu'on a, à maintes reprises, approuvé telle ou telle mesure. Si j'en avais le temps, je pourrais puiser au compte rendu, pour les lire à la Chambre, quelques-unes des idées qu'on a exprimées à cet égard. Ainsi, l'honorable représentant prononçait dans cette enceinte les paroles suivantes que je trouve au compte rendu du 11 juin 1942:

Il se rend tout de suite, cependant, aux cris du patriotisme outré et réactionnaire qui réclame la conscription de nos forces en hommes. Nous ne pouvons pas consentir et nous ne consentirons pas à accorder d'autres pouvoirs en vue de conscrire le capital humain sans qu'on adopte des mesures concrètes visant à la conscription de nos ressources matérielles.

La présente guerre avec tout ce qu'elle renferme, avec l'héroïsme de peuples entiers qui nous inspirent, aurait dû nous fournir l'occasion de cimenter au sein de notre nation l'union la plus profonde que nous ayons encore connue.

Point sur lequel je suis d'accord. L'honorable représentant ajoute:

Que les faits nous prouvent le contraire maintenant, voilà la condamnation de nos dirigeants et des programmes qui nous ont guidés depuis le début des hostilités. Je crois que les propositions que je viens d'exposer pourraient encore faire renaître l'union, faire de notre nation un puissant instrument pour la victoire dans la présente guerre et pour la paix du monde dans la suite. Voilà pourquoi nous insistons sur leur adoption à l'heure présente.

Si l'on prend les six points versés au hansard l'autre jour, au cours du discours en cause, et si on les examine attentivement, on s'aperçoit qu'ils renferment les principes qui sont à la base du socialisme d'Etat, tel qu'on a voulu l'établir en divers pays par tout l'univers. Ce n'est pas là, à mon sens, une question propre à faire l'union au pays, en temps de paix aussi bien qu'en période de guerre. Si c'était là tout ce qu'a dit l'honorable député, il ne serait pas si difficile de comprendre son attitude; mais, il a dit également, dans le même discours, comme en fait foi le compte rendu: